

Prise de position d'Objectif Plein Emploi suite à l'article paru dans le quotidien « Lëtzeburger Journal » du 25 mai 2004.

Au courant de l'année 2002, Ernst & Young Luxembourg, a été mandaté par le Ministère du Travail ainsi que le Ministère des Finances pour réaliser un diagnostic financier, organisationnel et qualitatif de l'activité du groupe d'associations Objectif Plein Emploi (OPE).

Le 29 décembre 2003, un projet d'audit a été remis pour avis à Objectif Plein Emploi. Le 15 janvier 2004, OPE a transmis sa prise de position au Ministère du Travail et de l'Emploi, avis dans lequel le résultat de cet audit a largement été contesté.

Le 5 Mars 2004, une réunion de concertation a eu lieu au MTE, en présence de représentants du MTE, de l'Inspection Générale des Finances, de l'ADEM, d'Ernst & Young et d'OPE.

En conclusion de cette réunion, il a été retenu qu'une révision générale de ce rapport s'imposait. Celle-ci a eu lieu dans les semaines suivantes. Un projet de version revu et corrigé a été soumis par Ernst & Young pour avis à OPE le 2 avril 2004, avant d'être remis au MTE.

Concernant les affirmations publiées dans l'article du « Lëtzeburger Journal » :

- L'administrateur délégué employé de l'OGBL est affecté à raison de douze heures par semaine à OPE asbl. L'OGBL n'étant pas une personne morale membre du conseil d'administration d'OPE, il est évident que les prestations de cet administrateur sont facturées à OPE asbl.
- Comme beaucoup d'entreprises luxembourgeoises, OPE a recours aux contrats de prêt de main d'œuvre prestés par la cellule de reclassement (CDR) d'ARCELOR, avec l'accord du Ministère du Travail.
- L'Action Sociale pour Jeunes (ASJ) a contracté un prêt bancaire pour l'achat d'une maison à Bonnevoie. La somme qu'OPE paye sous forme de location mensuelle correspond au remboursement de l'emprunt contracté par l'ASJ.
- Depuis 1988, le réseau OPE (respectivement l'ASJ) fait volontairement et sans obligations légales, contrôler et certifier conformes ses comptes et bilans par une fiduciaire luxembourgeoise agréée.
- Du fait des financements mixtes que le réseau OPE perçoit, la contribution du Fonds pour l'Emploi pour les activités du réseau OPE n'est pas de 75 % mais de 51, 37% pour 2001 par exemple.
- De 1997 à 1999, années de lancement, les frais de structures ont été relativement importants. Dès 2000, les frais de structures sont tombés sous la barre des 31 %.
- Avec accord du Ministère du Travail, le coût des CDR a été compris dans les charges salariales des Centre d'Initiative et de Gestion (CIG). La masse salariale globale respecte le taux prévu.
- Dans certains cas isolés, OPE a été pré-financeur de matériel non subventionnable utilisé dans des projets. « La dette » des communes résultant de ce pré-financement est enregistrée dans les comptes annuels et remboursée par les communes respectives dans les exercices suivants.
Dans les années de lancement (1997-1999), quatre erreurs de ventilation de frais ont effectivement été constatées pour une somme de 1, 7 millions de Luf sur un budget global de près de 250 millions de LUF.
- Pour ce qui est des recettes du réseau OPE, elles ont quatre sources différentes :
Le MTE, les communes, les autres ministères ou administrations et les clients privés.
Les trois premières sources sont réglementées, soit par la loi, soit par des conventions.
Les recettes des clients privés sont justifiables par factures enregistrées.
L'ensemble de ces recettes est parfaitement retraçable et identifiable.
- Sur décision du MTE, le solde annuel n'est pas reversé au MTE mais pris en considération dans les budgets suivants.

- La comptabilité analytique du réseau OPE est adaptée à la complexité du réseau et parfaitement identifiable et retraçable.
- Après vérification de tous les dossiers auprès de l'ADEM, il s'est révélé que, sauf pour quelques exceptions isolées, les personnes ont été assignées en bonne et due forme par l'ADEM.
- Depuis 1997, en parfait accord avec le MTE, le réseau OPE travaille pour une très grande partie avec des contrats à durée déterminée. Par ailleurs, la loi du 30 juin 1976, portant création d'un Fonds pour l'Emploi, permet l'affectation temporaire de demandeurs d'emploi à une expérience de travail utile auprès d'associations. Le CDD est considéré comme une affectation temporaire.
- La législation réserve à l'ADEM le monopole de placement au Grand Duché de Luxembourg. La situation d'une personne qui arrive en fin de contrat dans le réseau OPE est signalée par avance à l'ADEM. Le réseau OPE soutient activement l'effort de l'ADEM dans sa mission de placement en faisant jouer toutes ses relations avec les entreprises locales publiques ou privées.
- Les statistiques concernant les placements ne peuvent se faire par rapport à l'ensemble des contrats sur l'année mais par rapport aux départs (salariés qui quittent le réseau). Calculé ainsi, le taux de placement avoisine les 50 %.
- Les financements mixtes dont bénéficient OPE permettent d'engager des frais comme la formation de tous les salariés. La formation continue est unanimement considérée comme indispensable.
- La qualité des formations développées a permis une reconnaissance nationale de nos actions :
Agrément par le Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports comme
Organisme de Formation Professionnelle Continue
Droit de former des apprentis accordé par la Chambre de l'Agriculture et la Chambre de Commerce dans certains domaines (horticulture, paysagisme, informatique, employé administratif ou commercial ou dessinateur en bâtiment).